

**DEVANT LA CHAMBRE PRÉLIMINAIRE DES
CHAMBRES EXTRAORDINAIRES AU SEIN DES TRIBUNAUX
CAMBODGIENS (CETC)**

Dossier pénal N° 002/19-09-2007-CETC-BCJI (CP 15)

Nom de l'affaire : **KHIEU SAMPHAN**

Déposé auprès de : LA CHAMBRE PRÉLIMINAIRE

Date du dépôt : Le 05 janvier 2009

Déposé par : La Défense

Langues : Original en Français, traduction libre en khmer

Type de document : PUBLIC

**RÉPONSE DE LA DÉFENSE À LA DEMANDE DE PROROGATION DE DÉLAI
DES CO-PROCUREURS**

Déposé par :

Avocats de M. Khieu Samphan

Me SA Sovan
Me Jacques VERGÈS

Assistés de :

Mme SENG Socheata
Mlle Charlotte MOREAU

Auprès de :

La Chambre Préliminaire

M. PRAK Kimsan
M. NEY Thol
M. HUOT Vuthy
Mme Katinka LAHUIS
M. Rowan DOWNING

<p>ឯកសារបញ្ជាក់ថាជាកម្រងច្បាប់តាមច្បាប់ដើម</p> <p>CERTIFIED COPY/COPIE CERTIFIÉE CONFORME</p> <p>ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ ដែលបានបញ្ជាក់ (Certified Date/Date de certification): 05 / 01 / 2009</p> <p>មន្ត្រីទទួលបន្ទុកសំណុំរឿង/Case File Officer/L'agent chargé du dossier: K. K. Ratanak</p>

<p>ឯកសារដើម</p> <p>ORIGINAL DOCUMENT/DOCUMENT ORIGINAL</p> <p>ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ ទទួល (Date of receipt/Date de reception): 05 / JAN / 2009</p> <p>ម៉ោង (Time/Heure): 11:00</p> <p>មន្ត្រីទទួលបន្ទុកសំណុំរឿង/Case File Officer/L'agent chargé du dossier: C.A. Juy</p>
--

RÉPONSE DE LA DÉFENSE À LA DEMANDE DE PROROGATION DE DÉLAI DES CO-PROCUREURS

I- Faits et procédure

1. Le 04 décembre 2008, les co-avocats de la défense de M. KHIEU Samphan ont déposé leur appel contre la prolongation de la détention de leur client. Ce document a été notifié aux co-procureurs dans leur deuxième langue de travail le 23 décembre 2008, soit 20 jours plus tard. Dans une requête datée du 29 décembre 2008, les Co-procureurs ont demandé « à la Chambre de lui donner une semaine supplémentaire pour le dépôt de leur réponse (...) et de fixer en conséquence le délai au 13 janvier 2009 ».

II- Observations

2. En principe, les parties ont 15 jours pour déposer toute réponse à une requête ou à un mémoire (article 8.3 de la directive pratique sur le dépôt des documents). En matière de détention provisoire, les textes imposent une extrême célérité; par exemple, « l'arrêt doit être rendu dans les quinze jours qui suivent la réception du dossier au greffe de la Chambre d'instruction » (article 278 du Code de procédure pénale).
3. En l'espèce, le mémoire de la défense a été traduit 20 jours après le dépôt du mémoire en langue française et khmère, ce qui a reporté d'autant le délai de 15 jours prévus par les textes. Dans le cas où la Chambre préliminaire déciderait d'accorder la prorogation demandée par les co-procureurs, le délai entre le dépôt du mémoire initial et le dépôt de la réponse des co-procureurs serait de 1 mois et 12 jours au total (20+15+7= 42 jours).
4. Les co-avocats de la défense constatent avec les Co-procureurs, que ce retard est essentiellement dû au manque de traducteurs/interprètes et au retard dans la traduction en anglais du mémoire de la défense. Donc, le prix à payer c'est leur client Khieu Samphan qui attend patiemment sa libération
5. Ils rappellent que la détention provisoire est une mesure extrêmement attentatoire aux droits et libertés de M. KHIEU Samphan et que par nature cette mesure impose un traitement urgent.
6. Ils estiment donc, une fois encore, que le manque de moyens et de personnel en matière de traduction portent atteinte aux intérêts de leur client.



[002/19-09-2007-CETC-BCJI(CP15)]

PAR CES MOTIFS

7. Les co-avocats appellent la Chambre préliminaire à prendre acte des retards occasionnés par le manque de personnel et de moyens de traduction.
8. Sur la question spécifique de la prorogation du délai, les co-avocats s'en rapportent à Justice.

ET SOUS TOUTE RÉSERVE

Pour les Co-Avocats de la défense,



Me SA Sovan